



Fédération
québécoise des
organismes
communautaires
Famille

COMMUNIQUÉ

Une centaine d'organismes communautaires Famille des 17 régions du Québec réunis en rencontre nationale à Laval les 9, 10 et 11 novembre dernier ont exprimé leur insatisfaction et dénoncé l'absence de vision du gouvernement et du ministère de la Famille des Aînés et de la Condition féminine.

Ces organismes qui soutiennent des milliers de familles au quotidien ont discuté des différents enjeux qui les concernent et qui concernent les familles du Québec.

Depuis plus de quarante ans, la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille qui regroupe plus de 200 OCF, revendique l'adoption d'une politique familiale globale incluant l'ensemble des domaines qui concernent la famille (santé, éducation, travail, loisirs, économie, milieux de vie), politique qui doit être mise en œuvre par le gouvernement de manière à coordonner les mesures et les interventions touchant les familles. Ils sont donc déçus et inquiets des orientations adoptées par le gouvernement Charest. Après seulement deux années d'exercice du pouvoir, les mesures de soutien des familles mises en place dans la dernière décennie sont la cible de compressions successives. Les orientations du nouveau ministère de la Famille des Aînés et de la Condition féminine ne sont toujours pas connues, mais le projet de politique de conciliation travail-famille, après avoir été retardé deux fois, se voit maintenant mis de côté. Ce qui était présenté par le gouvernement comme une « politique familiale d'ensemble » a ainsi été complètement évacué.

Dans le contexte actuel, tous s'entendent pour décrier le faible bilan démographique du Québec. Les OCF constatent le difficile défi de la cohérence entre les discours politiques et les actions concrètes quand il est question de soutenir les familles. La FQOCF et ses membres considèrent qu'une politique familiale globale constitue un levier incontournable pour améliorer les conditions de vie des familles. Plusieurs pays comme la France, la Suède ou la Norvège ont largement fait la démonstration qu'investir dans une véritable politique familiale, c'est rentable pour l'ensemble d'une société.

À quand un gouvernement qui aura un véritable parti pris pour la Famille et qui prendra les mesures nécessaires, en investissant massivement pour la soutenir et la protéger ?

À quand une véritable reconnaissance du travail des organismes communautaires Famille, qui offrent aux parents de toutes les régions du Québec, des milieux de vie, d'entraide, de soutien, de valorisation, d'implication et de développement pour l'ensemble des membres de la famille, du plus petit au plus grand ?

Comment se fait-il que les organismes communautaires Famille soient parmi les groupes communautaires les moins financés au Québec et qu'un grand nombre d'entre eux soient encore dans des situations d'extrême précarité ? Comment se fait-il que l'ensemble de leurs revendications soit balayé du revers de la main (financement adéquat des organismes, consolidation du volet de halte-garderie, politique familiale globale, etc.)?

Est-ce que tout ce qui touche la famille au Québec est condamné à être oublié, occulté, laissé en plan? Est-ce qu'au-delà des grands discours électoraux où l'on met la famille au cœur des préoccupations, nous pourrions comme intervenants communautaires Famille et comme parents avoir droit à des mesures concrètes améliorant les conditions de vie des uns comme des autres ? Voilà, en partie, les questions que les organismes communautaires Familles souhaitent poser aux élus qui, rappelons-nous, se sont engagés à mettre la famille au centre de leurs priorités.

La vitalité de la société dépend de la vitalité de la famille. Collectivement, investissons au bon endroit

-30-

Source :

Marie Rhéaume, directrice

Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF)

Téléphone : (450) 466-2538

Courriel : accueil@fqocf.org